Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

271 | Juillet-Septembre 2015

Ressources en milieu sec

L'ouest forestier ivoirien : enjeux et problèmes d'une zone grise

West Ivorian forest, stakes and problems of a grey zone

Bertin G. Kadet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7578>

DOI : 10.4000/com.7578

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015

Pagination : 437-458

ISBN : 978-2-86781-978-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Bertin G. Kadet, « L'ouest forestier ivoirien : enjeux et problèmes d'une zone grise », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 271 | Juillet-Septembre 2015, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 02 janvier 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/com/7578> ; DOI : 10.4000/com.7578

L'ouest forestier ivoirien : enjeux et problèmes d'une zone grise

Bertin G. Kadet¹

Introduction

Les territoires faisant l'objet de la présente étude sont constitués du District des Montagnes comprenant notamment les régions administratives de Tonkpi (Man), Guémon (Duékoué) et Cavally (Guiglo)². À l'intérieur des terres ivoiriennes, ces territoires sont limités par les régions de Bafing (Touba) au nord, Worodougou (Séguéla) au nord-est, Haut-Sassandra (Daloa) et Nawa (Soubré) à l'est, enfin San Pedro (San Pedro) au sud. L'extrême ouest de l'ensemble ainsi délimité représente la frontière que la Côte d'Ivoire partage avec le Liberia et la Guinée.

À la fin des années 1980, l'Ouest ivoirien est devenu le théâtre d'un cycle de violences armées dont les effets destructeurs sur les populations et leurs environnements ont été accentués par la crise militaro-politique ivoirienne (2002-2011). Des bandes armées y occupent des forêts protégées de l'État, et règnent comme en territoire conquis, au mépris de la loi. La persistance de la violence qui sévit continuellement dans cette zone est certainement en rapport avec ses potentialités économiques susceptibles d'en faire une véritable locomotive du développement national.

1. Bertin G. Kadet, École normale supérieure, Abidjan, BP 254 Grand-Bassam, RCI, bertinkadet@yahoo.fr

2. L'Ordonnance n° 2011-262 du 28 septembre 2011 réorganisant l'administration territoriale en Côte d'Ivoire a hiérarchisé les circonscriptions territoriales en districts, régions, départements, sous-préfectures et villages ; elle a changé la dénomination de certaines entités. Toutefois, elle n'a pas modifié le ressort territorial des deux anciennes régions des Montagnes et du Moyen-Cavally qui s'étendent sur 30 750 km², soit 9,53 % du territoire national.

Du fait des contradictions conflictuelles qui y règnent, la situation de l'Ouest ivoirien ressemble à divers degrés, à celle rapportée par les travaux de recherche.

Dans la littérature scientifique, la « zone grise » est une zone de violence et de non-droit. Ainsi, pour Rufin (2001), il s'agit d'une zone d'anarchie s'opposant à l'ordre établi. Gaïdz Minassian qui a conceptualisé ce type d'espace sous l'expression de « zones grises », le définit comme un

espace de dérégulation sociale, de nature politique ou socio-économique, [...] où les institutions centrales ne parviennent pas à affirmer leur domination, laquelle est assurée par des micro-autorités alternatives. (Gaïdz Minassian, 2011 : 11)

Philippe Boulanger abonde dans une perspective similaire, affirmant que « les zones grises sont des zones de non-droit, d'absence ou de faiblesse de l'État sur tout le territoire national ou sur une partie » (Boulanger, 2015 : 148). Pour cet auteur, le dynamisme des zones grises est lié à la mondialisation des échanges. Cependant, d'autres approches plus sociales soutiennent que la zone grise est un territoire où des populations sont en danger (Gayraud, 2005). Au final, toutes ces approches montrent que la zone grise est un espace qui évolue en marge des normes étatiques officielles, et dans lequel la violence est le mode d'expression dominant des acteurs.

L'intérêt porté par la communauté scientifique à la question de la violence armée, nécessite que des réflexions spécifiques soient menées, pouvant contribuer à infléchir les politiques publiques à l'échelle des pays, et ce, au-delà des réponses globales. C'est l'intérêt de la présente étude qui s'interroge sur les enjeux et les problèmes de l'Ouest forestier ivoirien. Par définition, un enjeu, c'est ce que l'on risque de gagner ou de perdre dans une compétition, alors qu'un problème est un obstacle ou une difficulté qui se dresse sur une voie à franchir. Concernant cette étude, l'enjeu régional est celui du développement économique et social. Or, la région en objet est marquée par des affrontements armés depuis plusieurs années, une situation qui risque de compromettre le développement si des solutions durables ne sont pas apportées.

La question de recherche porte sur les fondements des tensions sociales persistantes et des conflits armés ayant trouvé un terreau fertile dans cette partie du territoire ivoirien depuis 1990. Très clairement, il s'agit d'identifier les causes des conflits armés récurrents affectant un espace régional, pourtant doté d'immenses ressources économiques. Aussi, dans un contexte de sortie de crise, un processus de réconciliation nationale est engagé dans le pays mais, les violences armées ne finissent pas de détériorer l'environnement régional.

Quels sont les enjeux et les problèmes de cette région qui est à la fois un territoire convoité et inquiétant ?

Depuis quelques années, des sociétés multinationales investissent dans les mines de manganèse, de fer et de nickel de l'Ouest, notamment les sociétés Tata Steel (indienne), Vallemist (britannique), Sama Nickel (canadienne) et China Geological and Mining Corporation (CGM). Paradoxalement, en juin 2012, une attaque menée par des bandes armées dans la localité de Taï a causé la mort de plusieurs civils, ainsi que celle de soldats de l'Opération des Nations unies pour la Côte d'Ivoire (ONUCI) en charge de la sécurité dans la zone. En février 2014 et en janvier 2015, la localité de Grabo, au sud de Taï, a encore fait l'objet d'autres attaques de bandes armées, faisant des victimes parmi les civils et les forces de sécurité ivoiriennes.

Cette contribution exploite les études réalisées sur les zones grises en général, notamment les publications actualisées sur la géographie des conflits dans le monde. Elle utilise également les travaux de recherche portant sur la Côte d'Ivoire, ainsi que les récentes décisions gouvernementales en matière de réformes institutionnelles du pays et enfin les données disponibles sur l'Ouest forestier ivoirien. La présentation est structurée en trois parties. Tout d'abord, l'analyse campe les fondements de l'essor économique de l'Ouest ivoirien. Ensuite, elle souligne le poids des différents conflits armés ayant contribué à la dégradation de l'environnement social et sécuritaire local. Enfin, l'exposé propose des mesures, en vue du renforcement de la sécurité et de la cohésion régionale.

I - Les fondements de l'essor économique régional

L'Ouest ivoirien dispose d'importantes ressources forestières, indispensables pour la préservation de la biodiversité, la promotion du tourisme et la recherche scientifique. En outre, l'exploitation du potentiel agricole est loin d'être intensifiée, et les ressources minières du sous-sol régional sont dans une phase d'exploration, d'où l'importance des enjeux économiques de cette région.

1 - Un enjeu environnemental, touristique et scientifique menacé

Dans le débat stratégique mondial, la question environnementale demeure une préoccupation permanente de la communauté internationale, due aux menaces multiformes affectant les espaces naturels. Dans cette perspective,

Source : Atta K., Atlas de l’Ouest de la côte d’Ivoire, 1996 : 59

Figure 1 - Les principales ressources minières de l’Ouest ivoirien

le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC), créé en 1988 par l’ONU, a mis en évidence les conséquences du dérèglement climatique en Afrique, montrant que le réchauffement climatique sur ce continent, provoquera une aggravation de la sous-alimentation, à l’horizon 2050 (GIEC, nov. 2014). Cette situation expose les populations africaines à la précarité, dans la mesure où, d’après le 5^e rapport du GIEC, plus de 350 millions d’Africains manqueront d’eau, sans compter la malnutrition et une augmentation du nombre de décès. L’une des conséquences du réchauffement climatique en Afrique, est son impact sur les conflits armés et sur les flux migratoires, dus à la concurrence exercée sur les ressources naturelles (Rivoal, 2015 : 22-24 ; Cournil, 2015 : 13-30). Au regard de cette évolution, l’existence d’un important couvert forestier dans l’Ouest ivoirien revêt un intérêt particulier pour la Côte d’Ivoire et la sous-région ouest-africaine.

En effet, cette partie du territoire ivoirien est l’une des plus vastes du pays, représentant la troisième entité par son étendue (30 750 km²), soit 9,53 %, après la région des Savanes (12,53 %) et celle du Zanzan (11,82 %).

C'est aussi la deuxième région la plus peuplée, avec 9,40 % de la population nationale, devant le Bas-Sassandra (9,07 %) et la région de Bouaké (7,03 %). En revanche, elle est loin derrière la région des Lagunes (Abidjan) qui regroupe à elle seule 24,29 % de la population ivoirienne (Institut national de la statistique – INS, 1998). Ce patrimoine forestier prédispose l'Ouest ivoirien à un avenir environnemental de premier plan, en Afrique de l'Ouest, grâce notamment à 17 forêts classées, quatre parcs nationaux et divers massifs forestiers protégés. Ces espaces abritent une faune abondante et diversifiée, incluant plus de 50 espèces de grands mammifères, d'oiseaux et de reptiles. Les représentants les plus remarquables sont l'éléphant (*Loxodonta africana cyclotes*), le buffle (*Syncetus caffer nanus*), le léopard (*Panthera pardus*), les céphalophes et les singes (Chaléard, 1996 : 127). Ces espèces participent à la préservation de l'écosystème ouest-africain, et les parcs constituent des endroits privilégiés pour la recherche scientifique. Par rapport à la configuration morphologique du territoire ivoirien, nous sommes ici dans une région de hautes terres dont la particularité physique est la présence des reliefs les plus vigoureux du pays. Un relief accidenté qui lui vaut le qualificatif de région des montagnes. L'originalité du relief montagneux et la variété de la végétation répartie en secteurs ombrophile et mésophile, lui confèrent une vocation touristique.

La morphologie du paysage naturel demeure cependant une source de difficultés et de problèmes. Les difficultés résident dans la faiblesse des liaisons interrégionales, et aussi avec le reste du pays. Les possibilités réduites pour l'implantation de grands blocs de cultures industrielles y constituent des obstacles à la mécanisation. Le mauvais état des routes aggrave la situation des populations, rendant difficile voire aléatoire, en saison des pluies, l'accès aux équipements et aux services sociaux divers. Il y a un sentiment d'isolement physique chez les populations de cette région qui souffre d'une absence de contrôle et de maîtrise, à cause de son enclavement prononcé. Cette situation en fait un terrain propice à la multiplication des bandes armées, qui y ont trouvé un terreau fertile depuis les conflits du Liberia et de la Sierra Leone. À cela, s'ajoutent la porosité des frontières libériennes et guinéennes et les difficultés de communication. C'est ce qui explique que la rébellion ivoirienne (2002-2011) y a causé le plus grand nombre de victimes et de dégâts, faisant de l'Ouest ivoirien une zone de tensions sociales permanentes.

Depuis 1970, ces forêts font l'objet d'occupations illicites et d'agressions, si bien qu'elles sont menacées de disparition. Ces tendances se sont accélérées avec les conflits armés du Liberia (1989) et la rébellion ivoirienne (2002). Parmi les occupants clandestins figurent des ex-combattants d'origine ouest-africaine, notamment des ressortissants burkinabès. Des pans entiers de forêt, y compris les parcs et les forêts classées, sont illégalement occupés, servant de

zone de cultures de cacao, de café ou d'hévéa. Les espaces sauvages protégés ont tellement diminué qu'ils sont menacés de disparition à terme. C'est ce qui ressort de l'étude de Chaléard, qui fait remarquer que :

Telle forêt de belle apparence vue d'une piste ou d'une route apparaît trouée de plantations dès qu'on pénètre à l'intérieur. La forêt de Taï, classée patrimoine de l'humanité par l'Unesco, vue de satellite, est constellée de taches correspondant aux défrichements des agriculteurs. (Chaléard, 1996 :123)

Ces occupations illicites du patrimoine forestier exposent cette région à des affrontements armés récurrents.

2 - Le potentiel agricole

L'Ouest ivoirien offre un éventail de potentialités agricoles. Au fil du temps, l'agriculture de plantation a succédé à une économie de cueillette imposée par la nature. Le système colonial y a d'abord développé une économie de cueillette, au début du xx^e siècle. Des rapports d'administrateurs coloniaux du Cercle de Man révèlent qu'entre 1920 et 1940, l'exploitation du caoutchouc naturel et de cola était généralisée dans cette zone (Côte d'Ivoire, 1921). Des sociétés capitalistes exploitaient plusieurs variétés de lianes à latex (*Funtumia elastica*, *Liano landolphia*) présentes dans les forêts environnantes. À cette époque, une unité industrielle de traitement de caoutchouc, appartenant à la société française Michelin, était installée à Zagoreta, près de Daloa. La présence de cette unité industrielle stimulait la production locale. La région produisait également le cola, un produit dont l'arbre pousse à profusion dans la forêt. La production du Cercle de Man, 350 tonnes, provenait en majorité (57 %) de la zone de Guiglo (Côte d'Ivoire, *op. cit.*). L'économie de cueillette a ensuite évolué vers une économie de plantation, d'abord grâce à la modernisation de l'hévéaculture, ensuite avec la culture du cacao, du café, et l'exploitation du bois. Concernant ce dernier, les variétés acajou, avodiré, azobé et framiré sont à la base de l'essor économique relatif de la Côte d'Ivoire moderne.

Outre l'agriculture de plantation, les cultures vivrières y occupent une place prépondérante. Elles sont présentes sur toutes les exploitations de la région. Les plantes les plus cultivées sont la banane plantain, le manioc, l'igname, le maïs, le riz et les légumes. L'activité agricole d'autosubsistance, traditionnellement pratiquée par les populations locales, a également évolué avec le développement de l'urbanisation ayant fait accroître les besoins des citadins. C'est ce qu'affirme une étude consacrée au lien entre les villes et les campagnes (Chaléard, *op. cit.*). Cette étude qui s'est intéressée au Sud forestier ivoirien, conclut que la région Ouest baigne dans un environnement caractérisé par des excédents agricoles. Bien que les cultures d'exportation y exercent une souveraineté écrasante sur la vie rurale, occupant plus de la moitié

des superficies cultivées, les cultures vivrières ne sont pas négligées pour autant. À l'Ouest précisément, elles représentent plus de la moitié des surfaces cultivées, avec une prédominance des céréales par rapport aux féculents. Cette étude met en lumière le dynamisme agricole des départements administratifs de cette région, notant que la production dépasse 3 000 calories par habitant agricole, soit plus que le minimum vital. C'est ce qui fait dire à Chaléard (*op. cit.*) que le dynamisme agricole de l'Ouest ivoirien est le grenier du pays. Cette évolution démontre que le développement de cette région s'inscrit dans la vision stratégique mondiale, faisant des questions agricoles et alimentaires, un axe majeur de la géostratégie mondiale, telle que présentée par certaines études (Abis et Blanc, 2015 : 12- 16).

Enfin, l'Ouest ivoirien présente un cursus économique qui remonte à la colonisation. En atteste le passage d'une agriculture de cueillette à une agriculture de plantation intégrée à l'économie mondiale. Un tel destin nécessite que cette région soit sécurisée. Cependant, des inquiétudes pèsent sur les dynamiques foncières locales, dues aux affrontements armés incessants dans l'Ouest du pays. Depuis la fin des années 1990, les territoires ruraux de cette région sont devenus une préoccupation géopolitique, les Ivoiriens et les Burkinabès se disputant les terres arables (Nations unies, 2015 : 41)

3 - Une province minière

La région est une province minière, à l'échelle nationale, renfermant d'importants gisements de fer dans le Mont Klahoyo, le Mont Gao et le Mont Nimba, à Man. Le potentiel productif de ces trois gisements est évalué à trois milliards de tonnes. S'ajoutent le nickel latéritique de Sipilou estimé à 205 millions de tonnes et la mine d'or d'Ity en exploitation (fig. 1). Le sous-sol régional recèle également du cuivre et du nickel à platinoïdes dans la zone de Samapleu à Biankouma, ainsi que d'autres minerais tels que la bauxite, le tungstène, la tantalite, le cobalt, l'étain et des pierres ornementales. Depuis 2000, plusieurs sociétés multinationales s'intéressent à ces minerais. Ainsi en est-il des sociétés, indienne Tata Steel, britannique Vallemist, canadienne Sama Nickel et chinoise China Geological and Mining Corporation (CGM). Toutes ces entreprises ont engagé des activités d'exploration dans la région. C'est le cas notamment de la société Tata Steel qui a investi 25 millions de dollars dans le programme d'exploration minière, pour un investissement global évalué à 2 milliards de dollars (Mieu, 2013). Les coûts des investissements nécessaires à l'exploitation de ces ressources dépassent les possibilités de l'État ivoirien engagé sur plusieurs fronts. Bien que la participation de l'État soit indispensable, sa part contributive sera toujours inférieure à celle des grandes multinationales. C'est ce qui ressort de la répartition du capital

détenu en majorité (75 %) par l'indienne Tata Steel, le reste des parts étant réparti entre l'État et la Société de développement des mines (Sodemi). C'est le même constat concernant l'exploitation du cuivre et du nickel de la zone de Biankouma. La société canadienne Sama Nickel Corporation détient 100 % du capital jusqu'à la fin des études de faisabilité et, à la phase d'exploitation, sa part pourra s'établir à 60 %, la Sodemi et l'État auraient alors respectivement 30 % et 10 %. Le choix du mode d'évacuation du minerai par le chemin de fer, adopté par les opérateurs économiques, permettra d'ouvrir cette région à plusieurs possibilités de développement. Ainsi, le chemin de fer pourrait intégrer une stratégie globale de structuration de l'espace, contrairement aux logiques antérieures d'aménagement du territoire ivoirien (Chaléard, Dagnogo et Ninot, 2012).

II - L'impact des conflits armés régionaux

L'environnement régional a servi de théâtre à plusieurs conflits intra-étatiques. Les conséquences de ces conflits continuent d'y affecter la sécurité locale.

1 - Conflits armés régionaux et rébellion ivoirienne

Cette région est victime des conflits armés de l'Afrique de l'Ouest depuis les années 1990. Les guerres civiles du Liberia (1990-1996), celle de la Sierra Leone (1991-2001) et le long conflit ivoirien (2002-2011), y ont durablement affecté la sécurité. Tout d'abord, la guerre du Liberia a provoqué un exode massif de populations civiles et militaires originaires de cet État frontalier, vers la Côte d'Ivoire. Le président Samuel Doe, un des protagonistes dans la crise libérienne, membre du groupe socioculturel Krahn, cousin libérien des populations Wè de Côte d'Ivoire, est opposé à Charles Taylor qui, lui, est originaire du groupe Gio. Les persécutions menées par les partisans de Taylor contre les Krahn, obligent alors ces derniers à se réfugier en territoire Wè, précisément dans les localités dépendant des départements de Toulepleu, Bloléquin, Guiglo et Duékoué. Alors que les réfugiés libériens et sierra-léonais affluaient vers la Côte d'Ivoire, leurs chefs, Charles Taylor (Liberia), Foday Sankho et Sam Boukary (Sierra Leone) y vivaient aussi, sous la protection du gouvernement ivoirien de cette période. En 1992, le quartier Nicla, dans le centre urbain de Guiglo, était essentiellement peuplé de réfugiés libériens dont la plupart intégrés aux natifs Wè, ne sont jamais retournés au Liberia.

En septembre 2002, la Côte d'Ivoire devient à son tour le théâtre d'un conflit armé préparé depuis le Burkina Faso. Dans le cadre du règlement de

cette crise, un premier cessez-le-feu intervient le 16 octobre 2002, ouvrant des perspectives de négociations à Lomé (Togo). À la veille de ces négociations, la rébellion ivoirienne multiplie ses bases, afin de pouvoir disposer de plusieurs représentants à ces négociations. Ainsi, à côté du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) dirigé par Guillaume Soro, deux autres milices de mercenaires, dont le champ opérationnel est précisément l'Ouest forestier, apparaissent : le Mouvement pour la justice et la paix (MJP) du commandant Deli Gaspard et le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) de N'Guessan Saint Clair, alias Félix Doh. Ces mouvements rebelles lancent des attaques dans la région et y occupent les principales villes, malgré la présence d'une force d'interposition française. Les localités de Kouibly et Facobly (département de Man), Zouan-Hounien (département de Danané) sont annexées par ces milices. De même, Toulépleu, à la frontière libérienne (28 novembre 2002), Bloléquin (4 décembre 2002), Bangolo et le nord de Duékoué (20 décembre 2002) deviennent les bastions des bandes armées. Dans leur progression à partir de Bloléquin, elles arrivent à Bédi-Goazon, localité située à 25 km de Guiglo, dernier verrou avant d'atteindre la ville-carrefour de Duékoué, à 30 km de là, pour ensuite, faire la jonction avec Man, achevant ainsi la prise de tout l'Ouest. Les déplacés affluant des zones occupées, apportent les témoignages des atrocités et des massacres qui s'y déroulent : tueries massives, viols, éventrements de femmes enceintes, amputations de membres, pillages suivis d'incendies des habitations, qui sont les méthodes d'extermination de Foday Sankho et de Sam Boukary, pendant le conflit sierra-léonais (Souaré, 2007). Dans les zones attaquées, les milices du MPCI et leurs alliés se heurtent d'abord aux Krahn libériens installés dans les zones frontalières, ayant fui les persécutions des hommes de Charles Taylor. Ensuite les jeunes natifs de Toulepleu, Bloléquin, Guiglo et Duékoué s'organisent en groupes d'autodéfense, pour faire barrage à la coalition des milices du MPCI-MJP-MPIGO. Leurs actions aboutissent, en novembre 2002, à la libération de Bloléquin et Toulépleu (Guiriéoulou, 2012). Toutefois, ces groupes d'autodéfense apparus dans l'Ouest ivoirien en 2002, sont des réactions spontanées en dehors de tout cadre légal, contre les massacres du MPCI (Guillaume Soro), MJP (Deli Gaspard) et MPIGO (N'Guessan Saint Clair alias Félix Doh). Conformément aux accords de paix, le gouvernement ivoirien s'est employé à les désarmer, y compris les autres forces informelles présentes sur le territoire national. Ses efforts ont été partiellement récompensés grâce au désarmement du Front de libération de la région du Grand Ouest (FRGO) à Guiglo le 19 mai 2007, en présence des autorités ivoiriennes et des responsables de l'Opération des Nations unies pour la Côte d'Ivoire (ONUCI). Le suivi de ce désarmement n'ayant pas été fait comme il se doit, ces forces n'ont pas totalement disparu.

2 - La menace du virus de l’Ebola

En plus de la violence armée, cette région vit également sous la menace du virus Ebola sévissant dans ses contrées immédiates libériennes et guinéennes. Dans des espaces communs où les frontières entre les États ne sont pas formellement matérialisées, et où la mobilité humaine et animale est difficile à contrôler, les risques de propagation de cette maladie sont réels en Côte d’Ivoire, à partir de cette région. C’est certainement la raison pour laquelle, dès l’apparition du virus Ebola, le gouvernement ivoirien a pris des mesures de fermeture de ses frontières avec les États concernés, refoulant ses propres ressortissants réfugiés au Liberia depuis la crise post-électorale de 2011. Ces exilés amorçaient pourtant un mouvement de retour dans leur pays, afin d’échapper à cette maladie. Les Nations unies ont adopté une résolution appelant les pays de la sous-région à mettre fin à l’isolement imposé aux pays affectés par cette pandémie. En effet, pour acheminer les médicaments et l’aide internationale vers les victimes du virus, les aéroports les plus proches se situent en Côte d’Ivoire. Or, à cause des réticences du gouvernement ivoirien, ce sont les aéroports ghanéens et espagnols qui ont servi de transit aux opérations d’aide et de secours (Abdulaye, 2014 : 3). L’expansion de l’Ebola constitue une hantise dans le pays, surtout dans cette zone de contact. Devant la menace persistante de cette pandémie, des mesures de prévention ont été prises par le gouvernement ivoirien, grâce à l’appui de l’Agence française de développement (AFD) et l’Union européenne. Ces acteurs internationaux ont dégagé pour l’ensemble des districts sanitaires de l’Ouest ivoirien, un appui financier d’un montant de 518 millions de F CFA, soit l’équivalent de 790 000 euros (Kpan, 2014 : 12). Au regard des multiples besoins sanitaires de la population régionale estimée à plus d’un million et demi de personnes, cette aide ne suffit certainement pas mais, elle montre à quel point la sécurité sanitaire est aussi une préoccupation.

3 - Les pressions exercées sur les espaces protégés

Une des conséquences du désordre sécuritaire ayant accaparé cette région, est la disparition des zones protégées. L’effritement progressif du couvert forestier y date des années 1970, suite à la construction du barrage de Kossou sur le fleuve Bandama, dans la région de Yamoussoukro (Centre). Commencés en 1969 dans le cadre du projet d’aménagement du territoire, sous l’Autorité pour la Vallée du Bandama (AVB), les impacts des eaux du barrage ont occasionné l’abandon de plusieurs villages. Les habitants, des agriculteurs pour la plupart, ont migré vers l’ouest et le sud-ouest forestier. Alors qu’environ 3 600 anciens paysans originaires du centre sont reconvertis en pêcheurs sur

les eaux du lac ainsi généré, plus de 75 000 autres ont trouvé de nouvelles terres agricoles à l'ouest. Une partie des forêts acquises par les migrants l'ont été grâce à la bienveillance des populations d'accueil. Cependant, certaines acquisitions ont empiété sur les espaces protégés, illégalement défrichés à des fins agricoles. L'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-Ouest (ARSO), un organisme d'État créé en décembre 1969 et chargé de conduire les actions de développement, a réalisé la construction d'un port en eau profonde à San Pedro. Le schéma directeur de cet organisme intégrait l'Ouest ivoirien, en tant que zone d'exploitation forestière et agricole. Dans ce cadre, la culture de cacao, du café et de riz ont connu une extension. En outre, le plan de l'ARSO faisait également de la zone Ouest, une zone d'immigration (RCI, 1970). Dans le prolongement de ce projet, un Plan d'urbanisme directeur de Guiglo élaboré en 1977 prévoyait un développement local basé sur les effets induits des réalisations de l'ARSO. Cette perspective s'est traduite par une dynamique démographique suivie d'équipements infrastructurels, et de l'extension de la ville (Kadet, 1999 : 62). À la suite de différents chantiers, plusieurs milliers de migrants ont accouru vers les zones forestières de l'Ouest, où des villages destinés aux travailleurs sont apparus. La plupart des nouveaux arrivants, ivoiriens ou non ivoiriens, y ont développé des plantations de cacaoyers ou d'hévéa, empiétant sur les espaces forestiers protégés.

Les conflits armés des décennies précédentes ont accéléré les mouvements d'occupation illicite des espaces protégés qui existaient déjà. Durant la guerre de rébellion ivoirienne (2002-2010), plusieurs milliers de Burkinabès ont envahi les forêts classées de Man, Bangolo, Duékoué, Guiglo, Taï, Blolequin et Toulepleu. Ils y ont développé des plantations de cacaoyers, souvent sous le regard impuissant de l'autorité publique. Le Parc national du Mont Péko situé entre Duékoué et Bangolo, longtemps assiégé par le chef de guerre d'origine burkinabè, Rémi Amandé Ouedraogo et ses combattants, est devenu une zone de production de cacao. Jadis réputé pour la diversité de sa faune et ses espèces végétales, ce parc est morcelé et vendu par des prédateurs fonciers illégaux. Lorsque le gouvernement annonce le déguerpissement des occupants illégaux, ces derniers s'organisent en association de résistance, le Conseil représentatif des occupants du Mont Péko (CROMP), une structure dont les premiers soutiens se trouvent dans les instances dirigeantes de l'État (Naismon, 2014 : 3). Dans ces conditions, pourquoi s'étonner lorsque la zone du Mont Péko abrite des ports secs, dans les localités de Tabli-dabli, Ponan, Petit-Guiglo, Canada, Diebli, Gogozagnan ? Dans ces endroits, des cargaisons de cacao transitent, et un véritable commerce se développe autour de ce produit de rente. Cette situation contribue à perpétuer une économie parallèle dénoncée dans les rapports des Nations unies (Nations unies, 2015 : 41). Des barrages illégaux foisonnent dans le périmètre du parc, où des hommes en

armes organisent le racket des producteurs, dans l'indifférence des officiels ivoiriens (Gueu, 2014 : 10). L'indifférence des autorités officielles face à la prédation, constitue un facteur aggravant de diminution du couvert forestier national qui, de 16 millions d'hectares en 1963, est passée à moins de deux millions d'hectares en 2014.

Finalement, la région se trouve dans une fragilité sécuritaire caractérisée par des conflits armés et par la hantise du virus Ebola déclaré sur son flanc occidental. Les prédatons foncières s'y organisent sous le regard des pouvoirs publics officiels, ce qui ajoute au climat d'insécurité. Fatalement, dans ce contexte d'amenuisement du couvert forestier local, la course pour l'accès aux terres arables est certainement à l'origine des crispations et des déflagrations, dans l'environnement régional. Que faire pour mettre un terme à l'atmosphère conflictuelle, et permettre à cette région de retrouver durablement la paix et la sécurité ? C'est l'objet de la partie suivante.

III - Renforcer la sécurité régionale

Afin d'impulser une dynamique de développement, des mesures politiques doivent être prises, dans le sens d'un renforcement de la présence sécuritaire. Celles-ci doivent conjuguer les intérêts des différents acteurs, à savoir l'État, les investisseurs, les populations résidentes. L'attention des pouvoirs publics doit être portée sur la sécurité régionale, l'exploitation du sous-sol et le foncier rural.

1 - En matière de sécurité, tirer les leçons du passé

La région a besoin d'être prise en charge par l'autorité publique. L'histoire de la sécurité locale montre que la présence militaire y a été quasi permanente à l'époque coloniale. Cette situation a maintenu les populations locales dans la peur durant plusieurs années. À partir des postes de Danané (avril 1906), Man (août 1908), l'action coloniale a organisé la mise sous tutelle de cette région selon trois trajectoires. D'abord, l'axe Man-Duékoué a permis la conquête des espaces constitués par l'interfluve Sassandra-Kô-Nzo et celui comprenant les fleuves Nzo et Cavally (frontière libérienne). Ensuite, l'axe Man-Sémien comprend les espaces situés au nord de Man, et enfin l'axe Danané-Toulepleu vise la zone comprise entre le fleuve Cavally et la rivière Nuon. Après la pacification de cette région qui était le dernier bastion colonial, l'administration militaire y est demeurée durant quatre décennies, avant que les civils ne prennent la relève. En témoigne la prise de service à Guiglo, le 6 juin 1946, de Georges Lefèvre premier commandant civil de cette

localité. L'autorité militaire a persécuté les populations locales pendant ses années de gloire, si bien que les villages, jadis éparpillés à travers la forêt, ont été contraints au regroupement le long des voies principales (Kadet, *op. cit.*), abandonnant de vastes étendues de forêts dont la plupart constituent aujourd'hui des zones protégées.

À la faveur de la crise militaro-politique de 2002-2011, l'administration militaire a repris ses droits à l'ouest, l'État ayant nommé des préfets militaires (2005) à la tête des principales localités urbaines, pour faire cesser la violence. Bien qu'ayant contribué à calmer les tensions, cette option n'a pas éradiqué la violence dans la région. En outre, les actions de développement dont la région a bénéficié, ont davantage porté sur des promotions administratives et politiques des principaux centres urbains, non sur la réalisation d'infrastructures sociales et sécuritaires d'envergure. En effet, la gestion de l'espace était faite selon une logique coloniale d'exploitation. L'économie y reposait sur l'exploitation des produits tropicaux (café, cacao, bois) et des produits de cueillette (caoutchouc naturel, cola) et ce, en réponse à la conjoncture économique du début du ^{xx}e siècle. Dans ce contexte de mise en valeur agricole, les villes carrefour (Man, Duékoué, Guiglo) qui étaient des nœuds de commandement, sont passées d'un statut de postes coloniaux à celui de centres administratifs urbains de premier plan, sans pour autant qu'aient été réalisées les infrastructures militaires et sécuritaires adaptées à leurs fonctions régionales respectives. Jusqu'en 2005, ce sont les brigades de gendarmeries, les commissariats de police, les bureaux des douanes, et les bureaux des Eaux et Forêts qui ont fonctionné dans les principales capitales régionales (Man, Duékoué, Guiglo, Danané, Toulepleu), alors que les autres localités urbaines n'en disposent pas. Dans chacune des structures de sécurité, le nombre des agents inférieurs à 10 éléments, ne permet pas de réaliser un travail efficace. Duékoué, Guiglo, Toulepleu, Man, Bangolo ou Danané ne sont ni Région militaire, ni Légion de gendarmerie, alors que leur environnement est constamment exposé à des agressions armées. Pour assurer sa sécurité, cette zone Ouest dépend des unités des forces terrestres et de la gendarmerie de Daloa (Centre-Ouest).

Devant cette situation, il faut, évidemment, renforcer la présence sécuritaire, en érigeant des unités militaires et policières de dimension plus importante, en leur donnant les moyens nécessaires. Cependant, la littérature scientifique démontre que le recours à des politiques ultra-sécuritaires n'est pas forcément porteur de stabilité et de sécurité (Minassian, 2011). En exemple, entre 2001 et 2009, le gouvernement français a pris 17 lois sécuritaires consistant à augmenter les effectifs de police, à réorganiser les services de sécurité intérieure. Ces mesures n'ont pas enrayer la violence dans les départements concernés. Au Brésil, le déploiement des militaires dans les

bidonvilles de Rio de Janeiro, en 2008, n'a pas fait disparaître les zones grises de cet État fédéral. Au contraire ces mesures renforcent la précarisation et les zones de non droit (Minassian, 2011 : 54).

En réalité, ce qui se passe dans l'Ouest ivoirien est la manifestation d'un échec social des États de l'Afrique de l'Ouest, illustré par les différents conflits (conflits libérien et sierra-léonais, rébellion ivoirienne, prédateurs foncières). Très clairement, plutôt que de promouvoir une politique ultra-sécuritaire, les pouvoirs publics ivoiriens doivent intégrer plus de social dans la gouvernance du pays. Autrement dit, l'Ouest forestier ivoirien a besoin d'infrastructures sociales de base et de formation dans ses localités urbaines et rurales (hôpitaux, école de foresterie, centres de formation technique, grandes écoles), d'infrastructures routières et d'unités industrielles. En outre, l'État doit y encourager des investissements en matière de rénovation de l'habitat aussi bien en zone urbaine et rurale. Afin d'aider les décideurs nationaux dans le choix des localités devant accueillir les différents équipements infrastructurels, les systèmes d'information géographique (SIG) mettent à leur disposition, des informations actualisées. Le rôle et l'importance des SIG dans l'approche spatiale sont mis en évidence par de nombreuses études dont celles de Régnier (2010). D'après cet auteur, le SIG permet de gérer et d'exploiter de manière combinée des informations issues de diverses sources, ce qui permet de mieux appréhender les détails d'un espace (Régnier, 2010 : 177, 181). La Côte d'Ivoire dispose de cette technologie qu'elle peut exploiter pour améliorer la sécurité des populations et des activités économiques.

2 - La gestion des ressources minières

Un aspect du renforcement de la sécurité dans l'espace régional réside dans la transparence de la gestion des ressources minières. L'on sait que les situations conflictuelles observées sur le continent sont la preuve que la répartition des revenus miniers est au cœur des conflits dans les différents pays (Nigeria, République démocratique du Congo, République centrafricaine). Cette situation soulève la question de la réglementation du secteur minier en Côte d'Ivoire. Le pays ambitionne de diversifier ses secteurs économiques grâce à l'exploitation de son sous-sol, longtemps mise en veilleuse au profit de l'agriculture. C'est donc maintenant que les problèmes liés à la redistribution des revenus de l'exploitation du sous-sol vont se poser. Très clairement, l'exploitation des ressources du sous-sol ne doit pas constituer une source de conflit, qui viendrait s'ajouter au climat d'insécurité qui règne déjà. Pour cela, la gestion de ces ressources doit obéir aux règles de bonne gouvernance et de transparence.

En 2013, le gouvernement ivoirien a adopté un nouveau code minier (Côte d'Ivoire, 2013b), en réponse à cette problématique. Dans le cadre de cette réforme, la société civile, à travers l'ONG Publiez ce que vous payez (PCQVP), a fait des recommandations pour améliorer le nouveau code minier, au moment de son élaboration. Celles-ci portent sur la publication des contrats miniers, sur l'adhésion de la Côte d'Ivoire aux principes de l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) et du Processus de Kimberley. La coalition PCQVP propose, également, la création d'un Fonds des générations futures, ainsi que l'indemnisation des populations riveraines. Au final, le nouveau code minier n'a pas retenu la publication des permis et des titres. Cependant, certaines recommandations ont été prises en compte, telle que l'interdiction de l'utilisation des enfants dans les mines, le respect et les exigences de l'ITIE, l'obligation accordée aux sociétés minières de déclarer toutes informations concernant les paiements qu'elles font à l'État, y compris les réalisations sociales.

À l'inverse, le nouveau code minier, dont l'objectif premier est d'attirer les investisseurs extérieurs, accorde des avantages importants à ces derniers. En exemple, alors que l'ancien code minier exigeait du titulaire d'un permis d'exploitation, le paiement d'une taxe sur le profit additionnel (Côte d'Ivoire, 1995), le nouveau code supprime cette taxe. En outre, la durée maximale d'un permis minier passe de dix ans (ancien code) à douze ans (nouveau code). Sous l'ancien code, le permis de recherche avait une durée initiale de trois ans renouvelable deux fois, chaque fois de deux ans. Un renouvellement exceptionnel de trois ans pouvait être accordé, ce qui donne une durée maximale de dix ans pour un permis. Avec le nouveau code, la durée initiale du permis de recherche est de quatre ans, renouvelable deux fois, chaque fois de trois ans, un renouvellement exceptionnel de deux ans pouvant être accordé. La durée maximale du permis passe ainsi à douze ans. Enfin, l'État garantit la stabilité du régime fiscal et douanier au titulaire du permis d'exploitation (nouveau code, art. 164). Concernant le règlement des litiges, la réforme associe le recours à l'arbitrage des juridictions internationales, alors que l'ancien code exigeait la seule compétence des juridictions ivoiriennes. Cette évolution constitue un motif de sécurité supplémentaire pour les investisseurs.

Le nouveau code minier présente également des avantages pour l'État. Tout d'abord, les titulaires de permis d'exploitation signent une convention minière (art. 12) avec lui. Cela signifie que l'État peut faire prévaloir ses intérêts au moment des négociations. Ensuite, la superficie des permis de recherche passe de 1 000 km² (ancien code) à 400 km² maximum (nouveau code). Ce choix devrait permettre l'intervention d'un plus grand nombre d'investisseurs, ce qui est un objectif visé. Au moment du renouvellement du permis, un terrain

de 1 000 km² sera scindé en deux permis distincts, et le titulaire aura 200 km² en moins. Dans l'ancienne loi, l'État participe à la société d'exploitation et cette participation, non soumise à contribution financière, est limitée à 10 %. Tout en maintenant cette disposition, la nouvelle loi autorise à l'État, une participation additionnelle contributive ne pouvant excéder 15 % du capital social. Enfin, en cas de non-respect de la loi, le nouveau code aggrave les sanctions pénales, grâce à l'institution d'une amende maximale de 50 millions de F CFA et trois ans d'emprisonnement maximum, contre uniquement une amende de 2,5 millions F CFA sous l'ancien régime minier.

Tel qu'il est décliné, le nouveau code minier demeure un compromis entre l'État et les investisseurs, dans lequel ces derniers bénéficient d'avantages certains. Il demeure malgré tout, un dispositif de compétitivité économique, c'est-à-dire, un ensemble de mesures adoptées pour attirer les investisseurs dans le pays. Toutefois, les décrets du texte d'application qui contiennent les modalités de la mise en œuvre du code n'étant pas encore publiés, le gouvernement devrait saisir cette opportunité pour corriger certaines faiblesses du nouveau dispositif de gouvernance des ressources minières, notamment la prise en compte des revendications spécifiques des populations riveraines.

3 - La nécessaire gestion foncière

Le renforcement de la sécurité régionale passe également par une gestion foncière transparente. En effet, la Côte d'Ivoire vient de réformer sa législation sur le domaine foncier rural ainsi que celle portant sur la nationalité. Le conflit armé ivoirien a fait officiellement 3 000 morts dont plus de 800 dans la seule ville de Duékoué, une localité située à l'Ouest du pays. Des milliers d'autochtones wê issus de cette région sont contraints à l'exil, dans les pays limitrophes ou ailleurs, abandonnant leurs villages et leurs plantations désormais occupés par des Burkinabès et des Maliens. La plupart de ces nouveaux occupants, qui se sont arrogé des parcelles de forêts protégées, sont des membres de l'ex-rébellion ayant combattu pendant la guerre post-électorale de 2010. Ces derniers n'ont pas l'intention de rétrocéder leurs butins de guerre aux vrais propriétaires terriens, dont certains amorcent un mouvement de retour dans le pays, dans le cadre de la réconciliation nationale.

Dans ce contexte de tension prévisible, le gouvernement adopte les deux mesures institutionnelles. La nouvelle loi sur la nationalité reconnaît la qualité d'Ivoirien à plusieurs millions de personnes d'origine étrangère (Côte d'Ivoire, 2013a). Quant à la réforme sur le foncier rural, elle prolonge de 10 ans, le délai accordé par la loi du 23 décembre 1998 aux propriétaires coutumiers, de faire reconnaître leurs droits sur leurs terres (*ibid.*). De l'avis de nombreux

experts, en prenant ces deux mesures, le gouvernement veut rendre *de facto*, ces nouveaux nationaux éligibles à la propriété foncière (Oulaye, 2013 : 1-3 ; Kouakou, 2013). Dans un contexte où le pays négocie une sortie de crise par les moyens de la réconciliation, ces deux réformes gouvernementales risquent de perturber l'équilibre social précaire dans le pays, en particulier dans la région forestière Ouest.

Au total, une politique sécuritaire orientée vers l'augmentation des unités militaires et sécuritaires, et à la retouche de lois (foncière, minière et sur la nationalité), pourrait accroître les risques conflictuels dans cette région, si elle n'intègre pas une dimension sociale. Pour éviter la résurgence de la violence, l'autorité publique doit pouvoir rassurer les milliers de jeunes sans emploi, en attente d'un véritable processus de resocialisation et d'intégration. Sous ce rapport, tout en appliquant les dispositions de la loi du 23 décembre 1998 sur le domaine foncier, il conviendrait de promouvoir une politique de retour des exilés sur leurs terres et d'accélérer le processus de réconciliation entre les différentes communautés. Ce processus de réconciliation passe par la restitution aux villageois des plantations dont ils ont été dépossédés sous les injonctions des armes. En plus de ces mesures, l'État doit pouvoir déclasser une partie des forêts protégées, et aménager certains bas-fonds fluviaux, pour installer les jeunes sans emploi, pour pratiquer des activités agricoles. À cette fin, un programme spécial de promotion agricole mérite d'être soutenu et financé, dans un cadre multilatéral. Très clairement, pour une solution durable dans cette région, le concept de sécurité doit dorénavant être appréhendé comme un droit social partagé, que l'État a la responsabilité de promouvoir. Cela requiert des investissements en matière d'égalité des chances et d'intégration.

Conclusion

La présente étude a mis en évidence les contradictions géo-économiques de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, une partie de l'espace national situé le long de la frontière libérienne et guinéenne. Du fait de ses ressources économiques, cette région pourrait devenir le nouvel eldorado ivoirien, pour les prochaines décennies. Cependant, ce potentiel économique régional baigne dans un environnement de conflictualité, lui conférant les caractéristiques d'une zone à risques.

Pour parvenir à cette conclusion, l'analyse a d'abord établi un état des lieux des possibilités économiques de l'espace régional, montrant qu'au regard de la morphologie des paysages naturels et des caractéristiques du sous-sol, et également compte tenu de son cursus économique, l'Ouest ivoirien présente des enjeux économiques importants, à la fois pour la région et pour le pays

tout entier. En revanche, depuis le déclenchement de la guerre du Liberia (1989), cette région est en proie à la déstabilisation permanente, à cause des conflits armés récurrents. La géographie des conflits atteste cependant, qu'à l'instar d'autres pays, le cas ivoirien s'éclaire de causes identiques. En effet, dans la Côte d'Ivoire forestière, c'est la présence des ressources économiques (ressources forestières, ressources minières, ressources agricoles) qui est au cœur des stratégies des acteurs, et qui explique la récurrence de ces conflits. Car ici, suite à la crise post-électorale ivoirienne, plus de 28 000 Burkinabès (Nations unies, 2015) sont illégalement installés dans les forêts classées où ils pratiquent l'agriculture de rente. Face à la difficulté de déloger les occupants illégaux, l'État contourne le problème par des réformes institutionnelles (réforme du code de la nationalité, réforme du code foncier, réforme du code minier), dans le but de renforcer l'intégration de cet espace à l'économie nationale. Dans le contexte d'un pays en quête de réconciliation et de cohésion nationales, après deux décennies de crise socio-politique, la paix et la stabilité nationales dépendent de la sécurité dans l'Ouest ivoirien. Pour ce faire, la gouvernance sociale doit être suffisamment concertée et constructive, en vue d'une meilleure intégration et de la resocialisation des différentes communautés.

Bibliographie

Abis S. et Blanc P., 2015 - « L'agriculture, l'alimentation et les mondes ruraux sont au cœur de la géostratégie », *LIREC, Lettre d'information sur les risques et les crises* (INHESJ, Paris), n° 49, décembre 2015, p. 12-16.

Boulanger P., 2015 - *Géographie militaire et géostratégique, enjeux et crises du monde contemporain*, Paris : Armand Colin, 2^e éd., p. 111-112 et 147-151.

Chaléard J.-L., 1996 - *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala, p. 123, 124 et 127.

Dagnogo F., Ninoto O. et Chaléard J.-L., 2012 - « Le chemin de fer Abidjan-Niger : la vocation d'une infrastructure en question », *EchoGéo* [en ligne, 13 juillet 2012], 28 p., <http://echogeo.revues.org/13131>

Counil C., 2015 - « Migrants environnementaux, Circulation des normes et réseaux d'acteurs de la gouvernance ». In : C. Counil et C. Vlassopoulos (coord.), *Mobilité humaine et environnement, du global au local*, Paris, QUAE, p. 13-30.

Dukulé A., 2014 - « Un conseiller de la présidence du Liberia attaque la Côte d'Ivoire. Des accusations graves contre Charles Taylor et la rébellion ivoirienne », *L'inter*, n° 4896, 2 octobre 2014, p. 3.

Gayraud J.-F., 2005 - *Le Monde des mafias, Géopolitique du crime organisé*, Éditions Odile Jacob, Paris, 443 p.

Gueu B., 2014 - « Tensions autour du cacao clandestin du Mont Péko. À qui profitent les prélèvements sur la production ? », *L'Inter*, n° 4950, 8 décembre 2014, p. 10.

Guirieoulou E., 2012 - « Déclaration spécifique sur la situation de l'Ouest ivoirien, à l'occasion de la visite de Bert Koenders, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Côte d'Ivoire », Accra (Ghana), 3 octobre 2012, 5 p.

Kadet B., 1999 - *Dynamique spatiale et gestion municipale de Guiglo, dans l'Ouest ivoirien*. Thèse de doctorat de géographie, dir. Alain Dubresson, Université Paris-X Nanterre, Paris, 369 p.

Kpan A., 2014 - « Prévention contre Ebola, plus de 500 millions F CFA pour le district des Montagnes », *L'Inter*, n° 4955, 13-14 décembre 2014, p. 12.

Kouakou E., 2013 - « Foncier rural, la réforme Ouattara est illégitime » [en ligne, 27 mai 2013], <https://stevebeko.wordpress.com/2013/05/27/cote-divoire-foncier-rural-la-reforme-ouattara-est-illegitime/>

Mieu B., 2013 - « Les Indiens misent sur le fer », [en ligne, 7 mars 2013], <http://www.jeuneafrique.com/21523/economie/c-te-d-ivoire-les-indiens-misent-sur-le-fer/>

Minassian G., 2011 - *Zones grises, quand les États perdent le contrôle*, Paris : Autrement, 201 p.

Naismon G., 2014 - « Des burkinabè devenus vendeurs de terre dans le Mont Peko », *Le Nouveau Courrier* (Abidjan), n° 1169, 9 décembre 2014, p. 3.

Nations unies, 2015 - *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire établi en application du paragraphe 27 de la résolution 2153 (2014) du Conseil de sécurité*, S/2025/252, 224 p.

Oulaye H., 2013 - « Adoption des lois Ouattara sur la nationalité, l'apatridie et le foncier rural. Une faute politique, juridique et morale », *LG Infos*, 28 août 2013, p. 1-3.

Régnier P.-D., 2010 - « Un géographe au service des conflits : plaider pour une géographie hors les murs », *Tracés, Revue des sciences humaines* [en ligne, 30 novembre 2012], hors-série, p. 173-186, <https://traces.revues.org/4789>

République de Côte d'Ivoire, 1921 - « Monographie des cercles de Man », *Archives nationales de Côte d'Ivoire*, A-12, Abidjan.

—, Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-Ouest (ARSO), 1970 - *Esquisse du schéma directeur*, Abidjan, ARSO.

—, 1998 - *Recensement général de la population et de l'habitat*, Abidjan, Institut national de la statistique.

—, 1995 - Loi n° 95-553 du 17 juillet 1995 portant code minier ivoirien.

—, 2013a - Loi portant modification des articles 12, 13, 14 et 16 de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant code de la nationalité, telle que modifiée par les lois n° 72-852 du 21 décembre 1972 et n° 2004-662 du 17 décembre 2004

et les Décisions n° 2005-03/ PR du 15 juillet 2005 et n° 2005-09/ PR du 29 août 2005, adoptée par l'Assemblée nationale en sa 4^e session extraordinaire de 2013.

—, 2013b - *Séminaire gouvernemental sur la révision du code minier*, Bassam, 2-3 octobre 2013.

—, 2014 - Loi n° 2014-18 du 24 mars 2014 relative au nouveau code minier ivoirien.

Rivoal S., 2015 - Interview conduite par Benoit Assemat, *LIREC, Lettre d'information sur les risques et les crises* (Paris, INHESJ), n° 49, décembre, p. 22-24.

Ruffin J. C., 2001 - *L'Empire et les nouveaux barbares, Rupture Nord-Sud*, Paris, J. C. Lattès, 268 p.

Souaré I. K., 2007 - *Guerres civiles et coups d'État en Afrique de l'Ouest. Comprendre les causes et identifier des solutions possibles*, Paris, L'Harmattan, 292 p.

| Résumé |

L'Ouest de la République de Côte d'Ivoire, est une zone grise, en raison des contradictions socio-spatiales qu'elle connaît depuis plusieurs décennies. Troisième entité nationale par son étendue (30 750 km²) et la deuxième par sa population (1 500 000 habitants), cette zone qui s'étend sur trois régions administratives (Tonkpi, Guémon, Cavally) constitue l'avenir économique du pays, grâce à la présence de ressources forestières, agricoles et minières, mais c'est également un lieu de manifestation de conflits armés récurrents, conséquences des guerres civiles ayant affecté certains États ouest-africains (Libéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire). Cette situation qui comporte de nombreuses conséquences, mérite d'être enrayée par des mesures démocratiques de renforcement de la sécurité dans cette zone, faute de quoi, la stabilité économique nationale peut être affectée.

Mots-clés : Côte d'Ivoire, zone grise, ressources forestières, ressources agricoles, ressources minières, conflits armés, guerre civile, sécurité, politiques publiques, gouvernance, Afrique de l'Ouest

| Abstract |

West Ivorian forest, stakes and problems of a grey zone

The Western part of the Republic of Côte d'Ivoire, is a grey zone owing to the socio-spatial contradictions it has experienced for several decades. This zone which ranks third widest national entity (30.750 km²) and second most populated entity (1.5 million inhabitants) is a set of three administrative regions (Tonkpi, Guemon, Cavally) and is both the economic future of the country due to the presence of forest, agricultural and mining resources, and a place of recurrent armed conflict deriving from civil wars suffered by some West African States (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire).

This situation which comprises many consequences, deserves to be stopped through security strengthening democratic measures in this area at the risk of affecting the country's economic stability.

Keywords: Côte d'Ivoire, Ivory Coast, grey zone, forest resources, agricultural resources, mining resources, armed conflicts, civil war, security, public policies, governance, West Africa

Annexe

N°	Désignation	Statut	Superficie (ha)	Localisation	Gestion
1	Parc National de Taï	Parc National	130 000	Guiglo, Taï	OIPR
2	Parc National du Mont Péko	Parc National	34 000	Duckoué, Bangolo	OIPR
3	Mont Sangbé	Parc National	95 000	Man	OIPR
4	Cavally	Forêt classée	64 200	Guiglo, Taï, Zagné	SODEFOR
5	Goin-Débé	Forêt classée	133 170	Guiglo, Zagné, Zéaglo, Bloléquin,	SODEFOR
6	Scio	Forêt classée	88 000	Guiglo, Duékoué, Bloléquin, Bangolo	SODEFOR
7	Forêt de Duékoué	Forêt classée	52 679	Duékoué	SODEFOR
8	Mont Sainté	Forêt classée	10 000	Toulepleu, Bloléquin	SODEFOR
9	Tionhoulé	Forêt classée	2 112	Blankouman	SODEFOR
10	Kroziaké	Forêt classée	9 300	Zouan-Hien	SODEFOR
11	Goulaleu	Forêt classée	950	Binhouyin	SODEFOR
12	Guéoulé	Forêt classée	16 742	Blankouman	SODEFOR
13	Momi	Forêt classée	10 500	Danané	SODEFOR
14	Tiapleu	Forêt classée	28 000	Danané	SODEFOR
15	Nieton	Forêt classée	11 000	Danané	SODEFOR
16	Sangouiné	Forêt classée	24 610	Sangouiné	SODEFOR
17	Mont Glo	Forêt classée	10 250	Man	SODEFOR
18	Mont Tonkpi	Forêt classée	6 150	Man	SODEFOR
19	3 Mamelons	Forêt classée	130	Man	SODEFOR
20	Ira	Forêt classée	16 025	Blankouman	SODEFOR
21	Mont GïBa	Forêt classée	3 460	Man	SODEFOR
22	Mont Bapleu	Forêt classée	4 132	Sipilou	SODEFOR
23	Kouin	Forêt classée	5 000	Facobly	SODEFOR
24	Flansobli	Forêt classée	13 900	Semien	SODEFOR
25	Semien	Forêt classée	3 730	Semien	SODEFOR
27	Bafing	Forêt classée	2 200	Blankouman	SODEFOR
28	Yalo	Forêt classée	26 800	Sipilou	SODEFOR
TOTAL			802 040		

Source : Kadet à partir des données officielles Sodefor 2014

Tableau : Forêts classées et parcs de l'Ouest ivoirien